Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
Bureau Coordination

VVV. L.2294/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 13 août 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le taux des cotisations à payer, pour l'exercice 1950, par les chefs d'entreprise et les artisans en exécution de la loi du 24 juillet 1927, relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles", a donné en sa séance du 18 août 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 13e Augustus 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de bijdragen, voor het dienstjaar 1950, te betalen door de ondernemingshoofden en de ambachtslieden ter uitvoering van de wet van 24 Juli 1927, betreffende schadeloosstelling inzake beroepsziekten", heeft ter zitting van 18 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

Le projet constitue une mesure d'application de l'article 20, alinéa 1er, de la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, modifiée par l'arrêté-loi du 20 septembre 1945, qui dispose que "le taux des cotisations est déterminé pour les diverses catégories d'entreprises et d'artisans par arrêté royal". L'usage s'est instauré de fixer ces taux chaque année par des dispositions qui n'ont de force que pour l'exercice auquel elles se rapportent.

Il n'appelle aucune remarque d'ordre général, mais soulève les observations particulières qui suivent.

Par souci de concordance avec le texte de l'arrêté royal du 25 avril 1951 dressant la liste des maladies professionnelles, il y a lieu d'intervertir les rubriques II et III dans le tableau repris à l'article 1er.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat fait observer qu'aucune cotisation n'est prévue pour les entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques de dermatoses aiguës provoquées par l'aniline, les composés d'aniline ou les colorants d'aniline, les entreprises de broyage d'ardoise, de grès, de silex, de schiste, de quartzite, d'arkose et de coticule (pneumoconioses), les entreprises de percements de tunnels ou de galeries dans les roches de ces matières, les fabriques de briques céramiques

composées de matières premières analogues à celles qu'utilisent les fabriques de carreaux céramiques (pneumoconioses) et, enfin, les entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques de dermatoses aiguës provoquées par les alcaloïdes végétaux. Ces entreprises sont cependant visées par l'arrêté royal précité du 25 avril 1951. Si leur omission n'est pas volontaire, il y a lieu de compléter le projet sur ce point.

+

+ +

Il y a lieu de consacrer des articles séparés aux dispositions relatives :

1° aux fabriques de plomb et de zinc,
2° aux entreprises du port d'Anvers,
3° aux fabriques de chaussures.

En effet, pour ces entreprises la cotisation n'est en rien déterminée par les règles fixées aux articles 1er, 2, 3, 4, 5 et 6 du projet. Seul un renvoi à ces articles séparés pourrait normalement figurer dans le texte de l'article 1er.

+

+ +

La disposition relative aux entreprises du port d'Anvers appelle les deux remarques suivantes :

.../...

a) l'article 4, 3°, de la loi du 24 juillet 1927 prévoit que le fonds de prévoyance est alimenté notamment par les cotisations exigées des chefs d'entreprise assujettis. Il n'y a pas d'obstacle à ce que ces cotisations soient récupérées par l'intermédiaire ou à l'intervention d'organismes tiers pour autant que les statuts de ceux-ci leur permettent de remplir cette mission. Il n'est, par contre, pas possible de les prélever à un autre titre que celui de cotisations destinées à alimenter le fonds de prévoyance et notamment, comme le fait le projet, "par une augmentation de la cotisation journalière perçue pour les allocations familiales";

b) pour répondre pleinement à l'exigence de l'article 20 de la loi du 24 juillet 1927, qui dispose que "le taux des cotisations est déterminé... par arrêté royal", il convient que les règles énoncées par cet arrêté permettent à chaque chef d'entreprise de calculer la cotisation qui lui incombera.

Si aucun obstacle n'existe à ce qu'il soit fixé un chiffre global de cotisation à payer par l'ensemble d'une catégorie d'entreprises, encore faut-il que l'arrêté contienne des règles permettant d'établir la part contributive de chaque chef d'entreprise individuellement.

Le projet est donc incomplet sur ce point.

+

\+ +

.../...

La disposition relative aux fabriques de chaussures ne peut être reprise telle qu'elle est libellée dans le projet.

En effet, si rien ne s'oppose à ce que le calcul de la cotisation soit fait d'après le nombre de travailleurs exposés ou non aux risques, dans la mesure où certains d'entre eux le sont effectivement, il convient de ne pas perdre de vue que l'article 21 de la loi du 24 juillet 1927, modifié par l'arrêté-loi du 20 septembre 1945, dispose que "le chef d'entreprise qui fournit la preuve que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage de substances toxiques pouvant provoquer les maladies visées par la loi, sera dispensé par décision du chef (sic) du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, du paiement des cotisations à partir de l'année suivante".

Tel qu'il est rédigé dans le projet, le texte de la disposition semble en opposition directe avec celui de la loi : en effet, fixer la cotisation pour les fabriques de chaussures par travailleur "exposé ou non", c'est assujettir au paiement les entreprises de cette catégorie où aucun travailleur n'est exposé, ce qui va à l'encontre du voeu du législateur.

Il est proposé de remplacer la notion de "travailleur exposé ou non", malencontreusement trop précise, par celle de "travailleur occupé" qui, par sa généralité, n'exclut pas le jeu de l'article 21 de la loi.

\+

\+ \+

.../...

L'article 2 peut être supprimé. La règle qu'il énonce trouverait plus normalement sa place dans l'introduction de l'article 1er.

\+

\+ +

Les règles énoncées par les articles 5 et 6 sont plus générales que celles des articles 3 et 4. Elles devraient donc trouver leur place dans l'arrêté, avant ces dernières.

En outre, les articles 5 et 6 répondent à un même ordre d'idées : la fixation des bases du calcul de la cotisation, le premier en ce qui concerne les travailleurs occupés dans l'entreprise, le second en ce qui concerne les travailleurs à domicile.

Il serait, dès lors, plus logique de consacrer à ces dispositions les deux alinéas d'un même article.

\+

\+ +

L'article 8 est inutile.

\+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat a déjà, à multiples reprises, signalé que l'expression "entrer en vigueur" est synonyme de celle "sortir ses effets". Il est donc inexact de dire à l'article 10 que l'arrêté sort ses effets le jour de sa publication, puisqu'il vise l'exercice 1950 lequel commence le 1er janvier 1950. C'est à cette date que l'arrêté sort ses effets, mais il est superflu de le préciser puisque cela ressort de l'économie du projet.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose certaines modifications de forme et de présentation qui n'appellent aucun commentaire et qui sont reprises au projet figurant ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LE TAUX DES COTISATIONS A PAYER, POUR L'EXERCICE 1950, PAR LES CHEFS D'ENTREPRISE ET LES ARTISANS EN EXECUTION DE LA LOI DU 24 JUILLET 1927 RELATIVE A LA REPARATION DES DOMMAGES CAUSES PAR LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, notamment l'article 6, et l'article 20 modifié par l'arrêté-loi du 20 septembre 1945;

.../...

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1951 dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation ainsi que des catégories de travailleurs bénéficiaires;

Vu les propositions du Comité technique institué auprès du Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Pour l'exercice 1950, le taux des cotisations par ouvrier ou travailleur assimilé exposé en 1949 aux risques des maladies professionnelles prévues par l'arrêté royal du 25 avril 1951, dues par les chefs d'entreprise assujettis à la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, est fixé de la manière suivante :

I. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'intoxication par le plomb, ses alliages ou ses composés, avec les conséquences directes de cette intoxication.

.../...

1° ...(texte du projet du Gouvernement) ...
2° idem
3° idem
4° idem
5° idem
6° 15 francs dans toutes autres industries et professions non visées ci-dessus, à l'exception des fabriques de plomb et de zinc pour lesquelles le taux de la cotisation est fixé à l'article 5 ci-après.

II. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'intoxication par le mercure, ses amalgames et ses composés avec les conséquences directes de cette intoxication.

225 francs dans toutes les industries et professions.

III. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'infection charbonneuse.

10 francs dans toutes les industries et professions, à l'exception des entreprises de chargement, déchargement et manutention de marchandises du port d'Anvers, pour lesquelles le taux de la cotisation est fixé à l'article 6 ci-après.

IV. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'intoxication par le phosphore et ses composés toxiques avec les conséquences directes de cette intoxication.

225 francs dans toutes les industries et professions.

.../...

V. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'intoxication par l'arsenic et ses composés avec les conséquences directes de cette intoxication.

225 francs dans toutes les industries et professions.

VI. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'intoxication par le sulfure de carbone avec les conséquences directes de cette intoxication.

265 francs dans toutes les industries et professions.

VII. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'intoxication par le benzène, ses homologues ou leurs dérivés nitrés et aminés, ou par les hydrocarbures de la série grasse, leurs homologues ou leurs dérivés chlorés, avec les conséquences directes de cette intoxication.

1° ... (texte du projet du Gouvernement)...
2° idem.
3° idem
4° idem
5° 25 francs dans toutes autres industries et professions, non visées ci-dessus, où les ouvriers et travailleurs assimilés sont exposés à ces risques, à l'exception des fabriques de chaussures pour lesquelles le taux de la cotisation est fixé à l'article 7.

VIII. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques de troubles pathologiques dus aux rayons X, au radium et aux autres substances radioactives.

1° ...(texte du projet du Gouvernement) ...
2° 140 francs dans toutes autres industries et professions où les ouvriers et travailleurs assimilés sont exposés à ces risques.

IX. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'affections épithéliomateuses de la peau.

... (texte du projet du Gouvernement) ...

X. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques de pneumoconioses déterminés par les poussières industrielles.

1° ...(texte du projet du Gouvernement) ...

2° idem

3° idem

4° idem

5° idem

6° idem

7° idem

8° idem

9° idem

10° 2.000 francs dans les entreprises où sont effectuées les opérations de dessablage sous pression des pièces de fonderies, soit exclusivement par le procédé dit "au jet", soit tantôt par ce procédé, tantôt par celui dit "à la table".

11° ... (12° du texte du projet du Gouvernement)...

12° ... (13° " " ")...

.../...

XI. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques de dermatoses aigües provoquées par le travail des bois exotiques.

10 francs dans toutes les industries et professions.

XII. Entreprises où les travailleurs sont exposés aux risques d'ulcérations des téguments dues aux composés de chrome.

...(texte du projet du Gouvernement) ...

Article 2.-

Lorsque plusieurs ouvriers ou travailleurs assimilés ont été exposés à un ou plusieurs risques de maladies professionnelles, le nombre d'ouvriers et travailleurs assimilés à prendre en considération pour le calcul de la cotisation afférente à chacun de ces risques est déterminé en divisant par 300 le nombre de toutes les journées de travail prestées au cours de l'année 1949 par l'ensemble de ces ouvriers et travailleurs assimilés, que ces journées aient été entières ou non, ou qu'elles aient été consacrées totalement ou non aux opérations visées à l'article 1er. Si les quotients de la division comportent une fraction, celle-ci compte pour une unité.

.../...

Pour les ouvriers à domicile exposés en 1949 aux risques de maladies professionnelles donnant droit à réparation conformément aux dispositions de la loi du 24 juillet 1927, la cotisation est due par l'employeur pour chaque ouvrier, sans tenir compte du nombre de journées de travail prestées.

Article 3.-

... (texte du projet du Gouvernement)...

Article 4.-

... (texte du projet du Gouvernement)...

Article 5.-

Pour l'exercice 1950, la cotisation due par par les chefs d'entreprise est fixée, dans les fabriques de plomb et de zinc, à 1,72 francs par tonne de plomb ou de zinc fabriquée en 1949.

Article 6.-

Pour l'exercice 1950, la cotisation due par l'ensemble des chefs d'entreprise de chargement, déchargement et manutention de marchandises du port d'Anvers, est fixée à 500 francs.

Article 7.-

Pour l'exercice 1950, la cotisation due par les chefs d'entreprise est fixée, dans les fabriques de chaussures, à 20 francs par ouvrier ou travailleur assimilé occupé en 1949, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la durée des prestations.

.../...

Article 8.-

Les artisans qui ont été exposés en 1949 aux risques des maladies professionnelles donnant droit à réparation conformément aux dispositions de la loi du 24 juillet 1927 paient une cotisation égale au double de celle prévue aux articles précédents.

Article 9.-

... (texte du projet du Gouvernement)...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het ontwerp is een maatregel tot toepassing van artikel 20, eerste lid, van de wet van 24 Juli 1927 betreffende schadeloosstelling inzake beroepsziekten, gewijzigd bij de besluitwet van 20 September 1945, dat als volgt luidt : "Het bedrag van de voor de verschillende categorieën van bedrijven en ambachtslieden te betalen bijdragen wordt bij koninklijk besluit vastgesteld". Het is nu gewoonte het bedrag van die bijdragen ieder jaar vast te stellen bij bepalingen die enkel gelden voor het dienstjaar waarop ze betrekking hebben.

Bij het ontwerp zijn geen algemene opmerkingen te maken doch wel de volgende bijzondere opmerkingen .

Met het oog op de overeenstemming met de tekst van het koninklijk besluit van 25 April 1951 houdende de lijst van de beroepsziekten, zouden de rubrieken II en III van de tabel in artikel 1 van plaats moeten verwisselen.

\+

\+ \+

De Raad van State merkt op dat geen enkele bijdrage wordt vastgesteld voor de ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van acute huidziekten, veroorzaakt door aniline, anilineverbindingen of anilinekleurstoffen, de ondernemingen waar leisteen, zandsteen, vuursteen, schiefersteen, kwartsiet, arkose en coticule gemalen wordt (pneumoconiosis), de ondernemingen voor het aanleggen van tunnels of galerijen door rotsen van bovengenoemde steen, de fabrieken waar ceramiekssteen vervaardigd wordt uit grondstoffen van dezelfde aard als die welke de fabrieken van ceramiektegels gebruiken (pneumoconiosis) en, ten slotte, de ondernemingen waar de arbeiders

.../...

blootgesteld zijn aan acute huidziekten, veroorzaakt door de plantaardige alcaloïden. Die ondernemingen worden nochtans in bedoeld koninklijk besluit van 25 April 1951 genoemd. Werden ze niet met opzet weggelaten, dan zou het ontwerp in dezen aangevuld moeten worden.

\+

\+ \+

Het is aangewezen in afzonderlijke artikelen de bepalingen op te nemen, die betrekking hebben op :

1° de lood- en zinkfabrieken,

2° de ondernemingen van de haven van Antwerpen,

3° de schoenfabrieken.

Immers, de bijdrage voor die ondernemingen wordt geenszins bepaald door de regelen gesteld in de artikelen 1, 2, 3, 4, 5 en 6 van het ontwerp. Alleen een verwijzing naar die afzonderlijke artikelen zou in de tekst van artikel 1 een normale plaats kunnen vinden.

\+

\+ \+

Bij de bepaling die betrekking heeft op de ondernemingen van de haven van Antwerpen zijn de volgende twee opmerkingen te maken :

.../...

a) artikel 4, 3°, van de wet van 24 Juli 1927 bepaalt dat het voorzorgsfonds onder meer door de verplichte bijdragen van de ondernemingshoofden die daarvoor in aanmerking komen, wordt gestijfd. Niets belet dat die bijdragen zouden worden gevorderd door bemiddeling of door tussenkomst van een ander organisme voor zover het overeenkomstig zijn statuten daartoe bevoegd is. Daarentegen is het niet mogelijk die bijdragen anders af te houden dan als bijdragen bestemd om het voorzorgsfonds te stijven, namelijk, zoals het ontwerp het doet, "door middel van een verhoging van de geïnde dagelijkse bijdrage voor kinderbijslag";

b) om volledig in overeenstemming te zijn met het voorschrift van artikel 20 van de wet van 24 Juli 1927, hetwelk bepaalt dat "het bedrag van de ... bijdragen bij koninklijk besluit wordt vastgesteld", moeten de regelen in zodanig besluit neergelegd, het ieder ondernemingshoofd mogelijk maken de bijdrage die hij zal moeten betalen, te berekenen.

Hoewel niets er zich tegen verzet dat de bijdragen, door een ganse categorie van ondernemingen te betalen, in een globaal cijfer zou worden vastgesteld, toch moet het besluit regelen behelzen, die het mogelijk maken het aandeel dat ieder ondernemingshoofd afzonderlijk moet bijdragen, vast te stellen.

Het ontwerp is in dezen dus onvolledig.

\+

\+ \+

.../...

De bepaling die betrekking heeft op de schoenfabrieken, kan, zoals zij in het ontwerp luidt, niet worden overgenomen.

Ofschoon niets zich immers er tegen verzet dat de bijdrage berekend wordt volgens het aantal al dan niet aan het risico blootgestelde arbeiders, in de mate waarin sommige onder hen daaraan werkelijk zijn blootgesteld, toch mag niet uit het oog worden verloren dat artikel 21 van de wet van 24 Juli 1927, gewijzigd bij de besluitwet van 20 September 1945, bepaalt :"Het bedrijfshoofd dat bewijst te hebben afgezien van vergiftige stoffen, waardoor de bij de wet bedoelde ziekten kunnen worden veroorzaakt, is, ingevolge een beslissing van het hoofd (sic) van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, van het eerstvolgende jaar af van de betaling der bijdrage ontslagen".

Zoals de tekst van de bepaling in het ontwerp luidt, schijnt hij geheel onverenigbaar met de wet: immers, de bijdrage voor de schoenfabrieken per "al dan niet blootgestelde" arbeider vaststellen, betekent, dat de ondernemingen van die categorie, waar geen enkele arbeider aan het risico blootgesteld is, tot betaling van de bijdrage worden verplicht, wat niet strookt met de bedoeling van de wetgever.

In de plaats van het begrip "al dan niet blootgestelde arbeider", helaas al te duidelijk, wordt voorgesteld : "tewerkgestelde arbeider", begrip

.../...

dat door zijn algemeen karakter de toepassing van artikel 21 van de wet niet uitsluit.

+
+ +

Artikel 2 kan wegvallen. De daarin neergelegde regel ware beter op zijn plaats in de inleiding van artikel 1.

+
+ +

De regelen in de artikelen 5 en 6 neergelegd, hebben een meer algemeen karakter dan de artikelen 3 en 4. Zij zouden in het besluit dus vóór de laatstgenoemde artikelen moeten komen.

Bovendien beantwoorden de artikelen 5 en 6 aan een zelfde gedachtengang: het bepalen van de grondslagen voor de berekening van de bijdrage, het eerste wat betreft de arbeiders in de onderneming zelf tewerkgesteld, het tweede wat betreft de thuisarbeiders.

.../...

Het zou derhalve meer in de rede liggen, van die bepalingen de twee leden van een zelfde artikel te maken.

\+

\+ \+

Artikel 8 is overbodig.

\+

\+ \+

De Raad van State heeft reeds herhaalde malen er op gewezen dat de uitdrukking "in werking treden" een synoniem is van "uitwerking hebben". Het is dus niet juist in artikel 10 te zeggen dat het besluit uitwerking heeft de dag van de bekendmaking er van, vermits het betrekking heeft op het dienstjaar 1950 dat op 1 Januari 1950 een aanvang neemt. Op die datum heeft het ontwerp uitwerking, doch het is overbodig dit nader te bepalen daar dit uit de economie van het besluit blijkt.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State wat betreft vorm en inkleding enkele wijzigingen voor, die geen commentaar behoeven en die in het onderstaande ontwerp opgenomen zijn :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE BIJDRAGEN, VOOR HET DIENSTJAAR 1950 TE BETALEN DOOR DE ONDERNEMINGSHOOFDEN EN DE AMBACHTSLIEDEN TER UITVOERING VAN DE WET VAN 24 JULI 1927 BETREFFENDE SCHADELOOSSTELLING IN ZAKE BEROEPSZIEKTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 24 Juli 1927 betreffende schadeloosstelling in zake beroepsziekten, namelijk op artikel 6, en op artikel 20 gewijzigd bij de besluitwet van 20 September 1945 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 April 1951 houdende de lijst der beroepsziekten met opgave, voor elk dezer, van de bedrijven of vakken waarin ze tot schadeloosstelling aanleiding geven alsmede van de categorieën gerechtigde arbeiders ;

Gelet op de voorstellen van het Technisch Comité ,bij het Voorzorgsfonds ten behoeve van de door beroepsziekten getroffenen ingesteld ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Voor het dienstjaar 1950 worden de bijdragen per werkman of gelijkgestelde arbeider die in 1949 aan

.../....

het risico der bij koninklijk besluit van 25 April 1951 bepaalde beroepsziekten blootgesteld is, verschuldigd door de ondernemingshoofden die onder de wet van 24 Juli 1927 betreffende schadeloosstelling in zake beroepsziekten vallen, op de volgende wijze vastgesteld :

I. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risido van intoxicatie door lood, loodlegeringen of -verbindingen, met de rechtstreekse gevolgen van die intoxicatie.

1° ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...
2° idem
3° idem
4° idem
5° idem
6° 15 frank in alle andere bedrijven en vakken hierboven niet bedoeld, met uitzondering van de lood- en zinkfabrieken waarvoor het bedrag van de bijdrage in artikel 5 hierna is vastgesteld.

II. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van intoxicatie door kwik, kwiklegeringen en -verbindingen, met de rechtstreekse gevolgen van die intoxicatie.

225 frank in alle bedrijven en vakken.

III. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van miltvuur.

10 frank in alle bedrijven en vakken, met uitzondering van de ondernemingen voor het laden, lossen en en behandelen van goederen in de haven van Antwerpen, waarvoor het bedrag van de bijdrage in artikel 6 hierna is vastgesteld.

.../...

IV. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van intoxicatie door fosfor en de giftige verbindingen er van, met de rechtstreekse gevolgen van die intoxicatie.

225 frank in alle bedrijven en vakken.

V. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van intoxicatie door arsenicum en de verbindingen er van, met de rechtstreekse gevolgen van die intoxicatie.

225 frank in alle bedrijven en vakken.

VI. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van intoxicatie door zwavelkoolstof, met de rechtstreekse gevolgen van die intoxicatie.

265 frank in alle bedrijven en vakken.

VII. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van intoxicatie door benzène, de homologen of nitro- en aminoderivaten er van, of door de aliphatische koolwaterstoffen, de homologen of chloorhoudende derivaten er van, met de rechtstreekse gevolgen van die intoxicatie.

1° ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...
2° idem
3° idem
4° idem
5° 25 frank in alle andere bedrijven en vakken hierboven niet bedoeld, waarin de werklieden en gelijkgestelde arbeiders aan dat risico zijn blootgesteld, met uitzondering van de schoenfabrieken, waarvoor het bedrag van de bijdrage in artikel 7 is vastgesteld.

.../...

VIII. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van pathologische stoornissen, aan röntgenstralen, aan radium en andere radioactieve stoffen te wijten.

1° ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

2° 140 frank in alle andere bedrijven en vakken waar de werklieden en gelijkgestelde arbeiders aan dat risico zijn blootgesteld.

IX. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van kankerachtige huidaandoeningen.

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

X. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van pneumoconiosis door fabrieksstof veroorzaakt.

1° ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...
2° idem
3° idem
4° idem
5° idem
6° idem
7° idem
8° idem
9° idem

10° 2.000 frank in de ondernemingen waar de ontzanding onder drukking van gegoten stukken geschiedt, hetzij uitsluitend door het procédé "met de zandspuit", hetzij nu eens door dat procédé, dan weer door het procédé "aan de tafel".

11° ... (12° van de tekst van het ontwerp der Regering) ...

12° ... (13° van de tekst van het ontwerp der Regering) ...

.../...

XI. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van acute huidziekten veroorzaakt door het bewerken van uitheems hout.
10 frank in alle bedrijven en vakken.

XII. Ondernemingen waar de arbeiders blootgesteld zijn aan het risico van verzweringen der huidweefsels aan chroomverbindingen te wijten.
... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 2.-

Wanneer verscheidene werklieden of gelijkgestelde arbeiders aan een of aan verscheidene van dezelfde risico's van beroepsziekte blootgesteld werden, zal het voor de berekening van de bijdrage betreffende elk dezer risico's in aanmerking te nemen aantal werklieden en gelijkgestelde arbeiders bepaald worden door het getal van al de in de loop van het jaar 1949 door al deze werklieden en gelijkgestelde arbeiders verrichte arbeidsdagen, of deze dagen al dan niet volle arbeidsdagen waren dan wel of zij al dan niet volledig aan de bij artikel 1 beoogde verrichtingen werden besteed, door 300 te delen. Zo de quotiënten van de deling een breuk bevatten, wordt deze voor een eenheid aangerekend.

Voor de thuisarbeiders die in 1949 blootgesteld waren aan het risico van beroepsziekten, welke overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 Juli 1927 recht geven op schadeloosstelling, is de bijdrage door de werkgever voor iedere werkman verschuldigd, zonder rekening te houden met het aantal verrichte arbeidsdagen.

.../...

Artikel 3.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 4.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 5.-

Voor het dienstjaar 1950 is de bijdrage, door de ondernemingshoofden verschuldigd in de lood- en zinkfabrieken, vastgesteld op 1,72 frank per ton lood of zink in 1949 gefabriceerd.

Artikel 6.-

Voor het dienstjaar 1950 is de bijdrage, door de gezamenlijke hoofden van de ondernemingen voor laden, lossen en behandelen van goederen in de haven van Antwerpen verschuldigd, bepaald op 500 frank.

Artikel 7.-

Voor het dienstjaar 1950 is de bijdrage, door de ondernemingshoofden verschuldigd, in de schoenfabrieken vastgesteld op 20 frank per in 1949 tewerkgestelde arbeider of gelijkgestelde, zonder dat met de duur van de prestaties rekening moet gehouden worden.

Artikel 8.-

De ambachtslieden die in 1949 blootgesteld waren aan het risico der beroepsziekten, welke overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 Juli 1927

.../...

recht geven op schadeloosstelling, betalen een bijdrage gelijk aan het dubbel van die welke in de voorgaande artikelen is bepaald.

Artikel 9.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONING :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de

Messieurs : A. VRANCKX, conseiller d'Etat, président,

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DUCHENE,

J. COOLEN, greffier adjoint, greffier,

De kamer was samengesteld uit

De Heren : A. VRANCKX, raadsheer van State, voorzitter,

J. COYETTE, raadsheren van State,
G. HOLOYE,

P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,
F. DUCHENE,

J. COOLEN, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. COYETTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. COOLEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. COYETTE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) A. VRANCKX.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat f.f.,

De 1951.

De w.n. Griffier van de Raad van State,

J. CYPRES,
Greffier Adjoint.
Adjunct-griffier.